



VERS UNE PLATEFORME MEDITERRANEENNE DES CONNAISSANCES SUR L'EAU

Note de synthèse

(Mars 2014)

Ce projet, proposé à la labellisation auprès du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée est composé de deux sous-projets complémentaires à savoir : « la création de systèmes nationaux d'information sur l'eau » et « la préparation d'un Livre Blanc Méditerranéen sur l'eau ».

La connaissance au service d'une gestion efficace des ressources en eau

Ce projet répond à la demande formulée par les ministres lors de la conférence sur l'eau de l'Union pour la Méditerranée tenue fin 2008 en Jordanie visant à améliorer les processus de gouvernance de l'eau non seulement sur leur territoire mais aussi sur les ressources partagées et plus généralement au niveau de la région méditerranéenne dans son ensemble. La mise en place d'une plateforme méditerranéenne des connaissances sur l'eau est, en effet, un préalable incontournable pour le développement de politiques durables de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et leur adaptation au changement climatique.

L'enjeu est double : d'une part, fournir un socle commun pour le développement de Systèmes nationaux d'Information sur l'eau –SNIE- permettant à la fois la réduction des coûts de mise en œuvre et l'harmonisation des données nécessaire pour la coopération interinstitutionnelle, régionale et internationale dans un même pays ; et d'autre part, élaborer un cadre de référence régional (Livre Blanc) capable de réaliser un diagnostic détaillé des ressources disponibles, des besoins environnementaux, des usages, ainsi que des principales politiques et programmes de mesures appliqués dans les pays de la région. Afin de garantir l'appropriation aux niveaux locaux et nationaux, le projet est focalisé sur les données, informations et expertises nécessaires à la planification de la gestion intégrée des ressources en eau et la police de l'eau.

L'harmonisation des données apportée par les SNIE et les analyses et réflexions apportées par le livre blanc permettront notamment une valorisation des bonnes pratiques de la GIRE, une gestion concertée des ressources transfrontalières et le suivi des politiques régionales ou sous-régionales en Méditerranée tels que le projet de Stratégie Méditerranéenne sur l'Eau, le projet de la Stratégie de l'eau pour la Méditerranée occidentale dans le cadre de 5+5, la Stratégie des pays arabes pour l'eau, la dépollution de la Méditerranée (Horizon 2020), le volet eau et assainissement des Objectifs de Développement du Millénaire, les futurs objectifs de développement durable des Nations Unies ou encore la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable.

Le projet contribue directement à faciliter l'implication de toutes les parties prenantes concernées en vue de l'amélioration du processus démocratique et d'une plus grande transparence de l'administration. De plus l'infrastructure de données fournies par le projet est susceptible de générer la création de services à valeur ajoutée et ainsi participer à la croissance par l'innovation dans les pays méditerranéens et encourager l'investissement dans la région.

Les principaux résultats attendus sont

- Des SNIE opérationnels au Maroc, en Tunisie, en Jordanie et au Liban fournissant les données nécessaires à toutes les instances du gouvernement et des institutions publiques pour le développement socio-économique et une gestion durable des ressources en eau dans leur pays ;
- Une démonstration et validation de l'automatisation (grâce aux SNIE) du rapportage vers les initiatives internationales sur base volontaire, à savoir le Plan d'Action pour la Méditerranée du PNUE (stratégie méditerranéenne pour un développement durable), la Ligue Arabe (ressources en eaux partagées entre les pays arabes), et l'Agence Européenne pour l'Environnement (Pollution de la Méditerranée)
- Des lignes directrices régionales harmonisées et une série de formations pour le développement et la gestion des systèmes partagés d'information sur l'eau conformément aux principes européens en vigueur disponibles pour tous les pays méditerranéens. La mise en œuvre de ces recommandations sera un gage de réussite et de réduction des coûts et de la durée de développement pour les futurs SNIE ;
- Une plate forme régionale d'échange d'expériences, de bonnes pratiques et de coordination entre les pays méditerranéens ;
- Une évaluation exhaustive des ressources conventionnelles et non conventionnelles, de l'usage sectoriel de l'eau, des pollutions produites et traitées ;

- Des recommandations sur le processus de développement de livres blancs nationaux sur l'eau basé sur le dialogue avec les parties-prenantes.

Le projet s'inspire sur les connaissances acquises autour de la gestion des données sur l'eau en Europe (Système partagé et élargi d'information sur l'Environnement –SEIS, Système Européen d'Information sur l'Eau –WISE, Directive INSPIRE pour les infrastructures de données spatiales), au niveau des Nations Unies (système de comptabilité environnementale et économique de l'eau –SEEA-W), dans certains pays avancés (France et Espagne-Livre Blanc espagnol notamment) et des outils et données fournies par l'Agence Spatiale Européenne.

Le livre blanc couvrira 6 pays méditerranéens pilotes (Espagne, Jordanie, Liban, Maroc, Monaco et Tunisie). La réalisation de SNIE sera menée dans 4 pays pilotes déjà engagés dans cette démarche (Jordan, Liban, Maroc et Tunisie,). D'autres pays méditerranéens seront impliqués dans des actions de concertation, de validation méthodologique, de formation et de transfert de bonnes pratiques. Le déploiement de SNIE et du Livre Blanc dans d'autres pays volontaires et présentant un contexte approprié pourra être envisagé si des fonds complémentaires sont mobilisés.

Les bénéficiaires sont les autorités nationales et locales de l'eau ainsi que les autres instances gouvernementales concernées par le secteur de l'eau, en particulier les ministères et agences sous tutelles en charge de l'environnement, de l'agriculture, de la santé et instituts de la statistique. La gestion des données sera renforcée avec une approche « gagnant-gagnant » pour toutes les institutions impliquées afin de garantir le succès et une meilleure appropriation.

Cette plateforme méditerranéenne des connaissances sur l'eau s'inscrit dans le cadre du partenariat Euro-méditerranéen (politique Européenne du voisinage, H2020, SEIS, ...)

En 2013, grâce aux fonds mobilisés et aux fonds propres des partenaires, quelques actions régionales et les premières étapes d'étude ou de mise en œuvre des SNIE ont démarré en Tunisie, au Maroc et en Jordanie. Dès novembre 2012, une consultation régionale a initié l'élaboration du livre Blanc méditerranéen sur l'eau.

Il est maintenant urgent de lancer les activités régionales pour consolider les investissements consentis dans ces pays, garantir la coopération interinstitutionnelle et maintenir la continuité de l'engagement de pays méditerranéens.

Promoteurs du projet : Office International de l'Eau (systèmes d'information) et Institut Méditerranéen de l'Eau (livre blanc sur l'eau)

Partenaires de mise en œuvre:

- **Espagne :** Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement
- **Jordanie :** Ministère de l'Eau et de l'Irrigation
- **Liban :** Ministère de l'Energie et de l'Eau
- **Maroc :** Ministère de l'Energie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement
- **Monaco :** Fondation Prince Albert II
- **Tunisie :** Ministère de l'Agriculture (Direction Générale des Ressources en Eau)
- Système Euro-méditerranéen d'information sur l'eau
- Centre pour l'eau de la Ligue des pays arabes
- Plan Bleu (centre d'activité du PNUE-PAM)
- Réseau Méditerranéen des Organismes de bassin
- Institut Euro-méditerranéen de l'Eau
- Fondation AGBAR

Budget prévisionnel phase 1: 9,525 M€, dont:

- Environ 65% sont relatifs au sous-projet SNIE (phase 1) avec 79% dédiés aux systèmes nationaux dans les 4 pays pilotes. Les fonds déjà mobilisés s'élèvent à 42% du budget de la phase 1 et 33% sont déjà promis sur la durée totale du projet ;
- Environ 35% du budget pour l'élaboration du Livre Blanc Méditerranéen sur l'eau, dont 20% représentent les contributions en nature des partenaires (pays et réseaux).

Le budget de la phase 1 étant réparti comme suit :

- Guides, outils, capitalisation, formations régionales, et validation des bénéficiaires pour le rapportage international: 1,3 M€ (2.7 M€ au total phases 1 et 2)
- SNIE : Jordanie : 0,85 M€ (1.9 M€) ; Liban : 0,28 M€ (2.85 M€) ; Maroc 1,37 M€ (2.15 M€) ; Tunisie : 2,425M€ (3.33 M€) ;
- Livre blanc Méditerranéen sur l'eau : 3.3 M€

Durée prévisionnelle du projet : phase 1 (mi-2013 – mi-2016) et phase 2 (2016-2018)